

Jean-Philippe Béja

Chine : la vie difficile des censeurs

« En fait, nous considérons un haut degré de démocratie ainsi qu'un système juridique bien développé comme des exigences inhérentes au socialisme, et comme un important aspect du système socialiste... Nous sommes tout à fait capables de faire de la Chine un pays disposant de la démocratie et de l'Etat de droit dans les conditions du socialisme »¹. Voici ce que déclarait récemment le premier ministre de la République populaire de Chine Wen Jiabao dans l'organe du Comité central du Parti communiste chinois.

Qui parle d'Etat de droit considère en général que les libertés fondamentales sont garanties. Or, c'est bien loin d'être le cas en Chine. Le préambule de la Constitution rappelle que le pays est dirigé par le Parti communiste (PC), ce qui signifie qu'il est interdit de s'opposer à sa direction. Les fondateurs du Parti démocratique chinois l'ont appris à leurs dépens puisqu'en 1998, ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison. De même, ceux qui ont cherché à créer des syndicats autonomes, les adeptes de la secte mystique Falungong qui sont poursuivis par les autorités, les paysans qui

dénoncent les abus des cadres et autres pétitionnaires savent tous qu'il ne fait pas bon créer des associations autonomes dans la République populaire du vingt et unième siècle. Les libertés d'association et de manifestation n'y sont nullement garanties.

Une censure institutionnalisée

Dans son rapport à l'Assemblée populaire nationale du 5 mars, le même Wen Jiabao affirmait qu'il fallait construire une démocratie « à la chinoise ». C'est sans doute ce qualificatif qui est important, car il faut bien reconnaître que le régime n'a pas grande-chose de démocratique. Pour continuer notre inventaire des libertés fondamentales, intéressons-nous à la liberté d'information. D'après l'association Reporters sans frontières, la Chine est le pays qui compte le plus grand nombre de journalistes et d'internautes en prison². Il est vrai que les journaux appartiennent pour la plupart à des institutions d'Etat, et qu'ils doivent se soumettre au contrôle du Département de la

² Selon l'organisation, le 1^{er} janvier 2007, au moins 31 journalistes étaient détenus dans le pays. Voir http://www.rsf.org/-article.php3?id_article=20656&Valider=OK.

¹ WEN J., *Our Historical Tasks at the Primary Stage of Socialism and Several Issues Concerning China's Foreign Policy*, RMRB, 28 February 2007.

N. 56 - JUILLET 2007

Résumé

La Chine est le pays qui compte le plus grand nombre de journalistes et d'internautes en prison. Les journaux appartiennent pour la plupart à des institutions d'Etat, et ils doivent se soumettre au contrôle du Département de la propagande, une administration qui dispose de bureaux à tous les niveaux du gouvernement et qui s'assure que les médias ne s'aventurent pas dans des territoires trop dangereux.

Le plus intéressant, c'est qu'il semblerait que les censeurs ne sont plus aussi fiers qu'autrefois d'effectuer leur office. Même si dans l'ensemble les autorités préfèrent la discrétion, cela n'a pas empêché les escarmouches entre journalistes et censeurs de se multiplier au cours de l'année écoulée. La censure pour raisons purement politiques continue naturellement d'exister, mais les choses ne se passent plus si facilement qu'il y a une décennie. Il existe aujourd'hui un vecteur d'opinion plus difficilement contrôlable par les autorités, c'est Internet.

La légitimité de la censure est de plus en plus douteuse aux yeux des citoyens et même des officiels chargés de mettre en œuvre les politiques de restriction des libertés. Cela ne signifie pas que la Chine se démocratise, mais la société est de plus en plus consciente de l'illégitimité des pratiques dictatoriales qui caractérisent le régime.

propagande, une administration qui dispose de bureaux à tous les niveaux du gouvernement, de l'Etat central jusqu'au chef-lieu de district. C'est elle qui s'assure que les médias ne s'aventurent pas dans des territoires trop dangereux. Il y a quelques années, les autorités ont demandé aux journalistes étrangers de traduire Xuanchuan bu (Département de la propagande) par l'anglais « Department of Publicity », qui semble sans doute plus acceptable et plus « moderne ». Le pire, c'est que certains journalistes se sont soumis à cette exigence.

Bien sûr, le terme chinois qui désigne cette institution de même que sa fonction n'ont pas changé. Pourtant, cette décision n'est pas anodine. Elle montre en effet que les dirigeants chinois sont eux-mêmes conscients que l'existence de ce département et surtout son intitulé, ont quelque chose de gênant.

Du reste, son mode de fonctionnement a beaucoup évolué depuis la fondation du régime. Du temps de Mao Zedong, les journaux étaient peu nombreux et relevaient tous des comités du Parti des différentes unités (à l'exception de la période de la Révolution culturelle, pendant laquelle les journaux de gardes rouges échappèrent à la censure du Parti). Il était donc tout à fait naturel pour les directeurs de journaux, eux-mêmes membres du PC, de soumettre les articles à la censure du Département de la propagande. Ce n'était du reste même pas nécessaire, puisqu'ils exerçaient eux-mêmes cette censure. Les choses ont commencé à

changer à partir des années 1980, mais surtout depuis le milieu des années 1990.

Avec la croissance exponentielle du nombre des « journaux métropolitains » qui servent les besoins du marché, il est de plus en plus difficile pour le Département de la propagande d'intervenir avant publication comme il était de tradition. En effet, même si ces journaux sont publiés par les grands journaux du Parti, ils ne s'étendent pas sur les visites de dirigeants et autres sujets officiels, et ont tendance à se concentrer sur les événements courants d'une manière beaucoup plus professionnelle. Les autorités les y encouragent, mais elles cherchent à limiter leur audace. Ainsi, le directeur du département central de la propagande du PC, Liu Yunshan, membre du comité central, déclarait en août 2005 : « Il est nécessaire de renforcer le rôle d'orientation [de l'opinion] et, tout en donnant libre cours aux avantages que représentent le fort tirage et la grande audience des journaux et périodiques métropolitains, il faut leur permettre de devenir une force importante pour orienter l'opinion publique ».³

Toutefois, cette tâche est d'autant moins aisée que ces journaux publient essentiellement des articles sur les faits de société, abordant des thèmes tels que la prostitution, la situation déplorable des *mingong*, ces

ouvriers d'origine paysanne qui triment dans des conditions lamentables, et surtout la corruption des cadres et des nouveaux entrepreneurs. Pour attirer le lecteur, ils présentent souvent des articles croustillants où les récits de la vie « décadente » des cadres corrompus regorgent de détails sur leurs relations avec leurs maîtresses. Ces publications sont si nombreuses qu'il est souvent difficile pour les censeurs de tout lire. Il faut donc de plus en plus procéder par sondages, et on a affaire aujourd'hui à une censure a posteriori, quelque chose d'impensable il y a seulement dix ans.

Mais le plus intéressant, c'est qu'il semblerait que les censeurs ne sont plus aussi fiers qu'autrefois d'effectuer leur office. Alors qu'il y a une décennie, le Département de la propagande n'hésitait pas à faire circuler des documents au titre en caractères rouges (*hongtou wenjian*) dans lesquels il listait les sujets tabous, aujourd'hui, c'est le plus souvent par téléphone qu'il transmet ses directives. En effet, un coup de téléphone ne laisse pas de traces, et ainsi les interventions de la censure se font plus discrètes. Seulement, cela présente aussi des inconvénients : en effet, certains directeurs de journaux plus courageux, ou plus soucieux de développer les ventes de leur périodique (les sujets interdits sont toujours ceux qui intéressent le plus les lecteurs dans la mesure où ils touchent les puissants) peuvent faire mine de ne pas avoir reçu de directives. Les censeurs sont alors obligés d'intervenir ouvertement, pré-

³ Chinese Authorities Crack Down on Progressive Newspaper Publisher, <http://www.cecc.gov/pages/virtualAcad/index.phpd?showsingle=36178>.

tant le flanc aux critiques de l'opinion qui s'exprime sur l'Internet, et il leur arrive de se venger en faisant arrêter le directeur trop effronté⁴.

Mais, dans l'ensemble, ils préfèrent la discrétion. C'est ainsi que depuis quelque temps, on hésite un peu plus à utiliser l'expression « orientation de l'opinion publique », apparu au lendemain du mouvement pour la démocratie de 1989, qui définit la mission de la presse. L'utilisation de ce terme dans les journaux du Parti, qui avait connu un sommet en 2003, lorsque les médias avaient dénoncé le comportement des cadres dirigeants à l'occasion de la crise du SRAS, a beaucoup reculé en 2006. Ainsi, « bien que le principe de 'orientation' continue de régner, les officiels rechignent à utiliser publiquement le terme, qui renvoie trop évidemment à une censure gouvernementale de plus en plus impopulaire.... L'utilisation [de ce terme] a diminué de 68% en 2006, soit beaucoup plus que la baisse de 22% de l'année précédente »⁵.

Cela n'a pas empêché les escarmouches entre journalistes et censeurs de se multiplier. Ainsi, en décembre 2005, les autorités ont limogé

de nombreux rédacteurs de journaux appartenant au groupe Nanfang ribao (Quotidien du Sud) qui dépend du Comité du Parti de la province du Guangdong. Par exemple, le vice-rédacteur-en chef du Nanfang Dushi bao, Xia Yitao, a été renvoyé parce que son journal avait osé publier un article affirmant que le vice-gouverneur de la province s'était vu infliger un blâme en raison d'un accident de mine.

Le Département de la propagande du Guangdong avait en outre été très choqué par un article consacré aux manifestations de paysans du village de Taishi qui exigeaient le rappel de leur chef de village⁶. Après sa diffusion, cette nouvelle avait provoqué de vigoureuses protestations sur Internet, projetant une image négative des autorités provinciales. Or, l'une des caractéristiques de la censure en Chine est précisément qu'elle s'applique de manière beaucoup plus sévère lorsque les informations gênantes concernent la province qui publie le journal. C'est la raison pour laquelle les scandales qui se déroulent à Pékin seront plutôt dénoncés dans le Shandong, ceux qui agitent le Shanxi, à Shanghai et ainsi de suite.

L'affaire du Point de glaciation

La censure pour raisons purement politiques continue naturellement d'exister, et vise aussi les grands journaux. Comme l'affirmait dans une lettre ouverte à la

direction de son journal Li Datong, le rédacteur-en chef du supplément Bingdian (Point de glaciation) du Zhongguo qingnian bao (Journal de la jeunesse chinoise) organe officiel de la Ligue de la jeunesse communiste, cela s'explique par le fait qu'« un petit nombre de personnes au sein du département central de la propagande ont une vision du monde et un esprit étriqués et utilisent des méthodes dictatoriales pour imposer des contrôles qui tuent ce qui devrait être une scène politique vivace où cent fleurs devraient s'épanouir et cent écoles rivaliser »⁷. Son journal avait été fermé par les autorités parce qu'il publiait des articles trop audacieux. Le prétexte était cette fois un article écrit par l'historien Yuan Weishi qui affirmait que le Kuomintang avait apporté une contribution importante à la guerre contre le Japon, contrairement à la ligne officielle qui veut que seul le parti communiste ait vraiment dirigé la lutte⁸.

Toutefois, les choses ne se passent plus si facilement qu'il y a une décennie. Il existe aujourd'hui un vecteur d'opinion plus difficilement contrôlable par les autorités, c'est Internet. Lorsque la fermeture du journal a été annoncée (Li Datong lui-même l'a apprise par la presse), des centaines de messages condamnant cette décision ont été postés sur les principaux sites de la République populaire.

⁴ C'est ce qui s'est passé avec les journalistes du Nanfang Dushibao (Southern Metropolis) de Canton qui avaient publié des informations qui déplaisaient aux autorités provinciales.

⁵ D. BANDURSKY, *Old party press control buzzword takes a back seat in more subtle censorship approach*, China Media Project, 7 February 2007, <http://cmp.hku.hk/look/article.tpl?language=1&idPublication=1&NrIssue=1&NrSection=100&NrArticle=780>.

⁶ « Nanfang Dushi bao », 12 septembre 2005.

⁷ Lettre ouverte de Li Datong, 26 janvier 2006.

⁸ *Ibid.*

La protestation ne s'est pas arrêtée à de simples citoyens. Quelques jours après la fermeture, de vieux cadres dirigeants du Parti ont adressé une lettre ouverte aux autorités. Parmi eux, on comptait Li Rui, un ancien secrétaire de Mao Zedong, Hu Jiwei, ancien directeur du Quotidien du peuple, Zhu Houze, un ancien chef du Département central de la propagande et membre du Comité central du Parti. Ils dénonçaient l'attitude des autorités dans des termes violents : « L'Histoire montre que seul un régime totalitaire a besoin de la censure de l'information, parce qu'il imagine que l'on peut maintenir le public dans l'ignorance ». Loin de favoriser la stabilité, cette répression ne peut que « semer les graines du désastre »⁹. Et la lettre dénonçait nommément le rôle néfaste du Département central de la propagande, exigeant l'abolition de l'« équipe d'examen », chargée d'identifier les œuvres « négatives »¹⁰. La décision de fermer le supplément du Journal de la jeunesse chinoise a en outre provoqué une grève d'un jour de ses journalistes, ce qui est une première dans l'histoire de la République populaire¹¹. Soumis à la pression de ce qu'il faut bien appeler une opinion

⁹ I. HILTON, *Beijing's media chill*, Open Democracy, 15 February 2006.

¹⁰ Lettre cite par L. Xiaobo, *Cong jinshu kan guanquan de xuruo*, (La faiblesse du pouvoir vue à travers l'interdiction des livres), in « Zhengming », 353, mars 2007, p. 23.

¹¹ J. KAHN, *Ex-officials protest censorship by China*, in « International Herald Tribune », 15 February 2006.

publique en voie de constitution, les autorités ont décidé de rouvrir Bingdian sans naturellement rendre leur place au rédacteur en chef Li Datong, ni au vice-rédacteur-en chef Lu Yuegang. Cet épisode montre que, si le Parti n'a pas renoncé à imposer son contrôle sur le contenu de la presse, la résistance se développe et la société est de plus en plus allergique aux interventions intempestives du pouvoir.

L'interdiction de huit livres

Le Parti est particulièrement vigilant sur la manière dont on traite l'histoire contemporaine. 2006 étant le 40^e anniversaire du déclenchement de la Révolution culturelle, et le 30^e anniversaire de l'« incident de Tiananmen », la manifestation dirigée contre la ligne gauchiste de Mao Zedong en 1976¹², les autorités ont tout fait pour empêcher les commémorations. Selon des sources liées aux milieux de l'information, le Comité central a fait circuler le document n° 29 pour interdire tout numéro spécial de périodique, ou toute réunion sur ces sujets. Cette interdiction a été efficace car aucun livre ni aucune conférence n'ont eu lieu pour commémorer ces événements qui ont pourtant marqué profondément l'histoire de la Chine contemporaine. Le problème est que 2007 est une année encore plus dangereuse car elle marque le 50^e anniversaire des Cent

Fleurs et du mouvement antidroitier qui l'a suivi. Cette campagne politique est considérée en Chine comme l'un des plus forts moments de répression de l'intelligentsia. Les survivants étant aujourd'hui très âgés, ils ne craignent pas les représailles des autorités. C'est pourquoi celles-ci ont pris les devants. Dès le début de l'année, huit livres ont été interdits, parmi lesquels notamment un livre de Zhang Yihe, fille de l'un des plus fameux droitiers de 1957, qui s'était déjà illustrée il y a quelques années par la publication d'un ouvrage sur la vie de son père qui avait déjà été interdit¹³. Le nouveau livre prohibé, *Histoires de vedettes de l'Opéra de Pékin*, qui abordait la douloureuse question du mouvement antidroitier, avait été publié par les Editions populaires du Hunan. Les autres ouvrages concernent également le passé récent¹⁴. Cette décision a été prise lors de la réunion qui chaque année en décembre ou en janvier réunit autour des responsables des Départements de la propagande des divers échelons, les dirigeants de l'administration de la presse et des publications, les directeurs des grands journaux et les chefs des grandes maisons d'édition du pays pour passer en revue les publications de l'année écoulée. Les responsables de la propagande distribuent alors blâmes et éloges, et

¹³ ZHANG Y., *Wangshi bing bu ru yan*, (Le passé n'est pas comme la fumée), Beijing, 2004.

¹⁴ *Eight books banned in crackdown on dissent*, in « South China Morning Post », 19 January 2007.

¹² Sur cet événement, voir notamment, C. CADART - CHENG Y., *Les deux morts de Mao Tsé-toung*, Paris, 1977.

décident d'interdire certains ouvrages¹⁵.

Toutefois, comme le note Liu Xiaobo, les temps ont changé, et tandis qu'autrefois, les auteurs n'auraient eu d'autre choix que de s'incliner, Zhang Yihe a immédiatement écrit une lettre à Wu Shulin, vice-directeur de l'administration nationale de la presse et des publications, et l'a postée sur Internet. Elle y reprend les déclarations de ce dernier lors de la réunion de janvier : « On a déjà prévenu cette personne à plusieurs reprises qu'elle ne pouvait pas publier de livres... Et vous avez quand même osé le sortir »¹⁶. Zhang lui répond : « Je sais qu'aux yeux de M. Wu Shulin, Zhang Yihe est une droitière. Admettons. Je veux poser la question suivante : un droitier n'est-il pas un citoyen ? Dans la Chine contemporaine, un droitier ne peut donc ni parler, ni écrire ?... Je n'abandonnerai pas la défense des droits civiques fondamentaux, car elle implique le respect et la conscience des êtres humains. L'action de M. Wu est illégale et inconstitutionnelle »¹⁷. Ce texte de Zhang Yihe a été posté sur son blog par l'avocat spécialisé dans la défense des médias Pu Zhiqiang, et il s'est répandu sur le net à une vitesse époustouflante, provoquant de nombreuses protestations. Par la suite, Zhang Yihe a écrit deux autres lettres de protestation. Le 29 janvier, Yuan Ying, membre

du Parti depuis 60 ans et auteur du livre interdit *Coups d'œil sur des tempêtes : mes jours au supplément du Quotidien du peuple*, a également adressé une lettre à Wu Shulin pour protester contre l'interdiction de son livre accusé d'avoir « dévoilé des secrets d'Etat » et lui demandant une réponse écrite¹⁸. Dès le 31, Wu Shulin venait lui rendre visite pour lui déclarer qu'il n'avait jamais proféré cette accusation. « Avant tout, je veux vous dire qu'à la réunion du 11 janvier, j'ai parlé essentiellement des violations des règles sur la publication par les maisons d'édition. Il n'y a rien eu sur les auteurs, et aucun nom n'a été mentionné. Je n'ai jamais parlé d'interdire des livres ». Et placé sur la défensive, Wu avoue qu'il n'a pas lu le livre de Yuan Ying. Il fait appel à la charité de son interlocuteur, et ce faisant, montre l'impact de l'Internet sur le comportement des censeurs : « J'ai lu de nombreux textes sur le net. Ils en ont tous après moi. Je suis le premier sur le chemin de la tempête. Mais à qui puis-je me plaindre ? Je ne fais qu'appliquer les décisions de l'administration générale de la presse et des publications ! »¹⁹.

Ce dialogue est extrêmement révélateur de la situation de la presse aujourd'hui. Les institutions de censure continuent d'exister, et d'interdire des journaux et des livres. Le Parti exerce toujours son monopole sur les médias et les maisons d'édition, il emploie des centaines (voire

des dizaines de milliers pour ce qui concerne la police de l'Internet) de fonctionnaires pour imposer sa censure. Toutefois, soumis à la pression d'une opinion publique qui, pour être virtuelle, n'en est pas moins efficace, les dirigeants des organes de censure eux-mêmes sentent que leur mission est impopulaire, et a du mal à être justifiée. Sinon, comment expliquer que Wu Shulin vienne se justifier devant un auteur victime de sa décision ? Naturellement, c'est à un ancien journaliste du Quotidien du peuple, membre du Parti depuis des décennies qu'il est allé rendre visite, et pas à la droitière fille de droitier Zhang Yihe. On maintient la différence entre les « nôtres » et les « autres ». Mais il est intéressant de voir que Yuan Ying, comme Li Rui ou Zhu Houze, tout en étant membres du Parti, n'hésitent pas à prendre la parole pour condamner la censure exercée par ses camarades. Devant une telle condamnation, et Wu est à court d'arguments et il en est réduit à demander à son interlocuteur de comprendre ses difficultés. Ce type d'attitude rejoint celle des policiers chargés de surveiller les dissidents. Ceux-ci racontent que les agents leur demandent d'essayer de les comprendre, que personnellement, ils ne les considèrent pas comme des ennemis, voire qu'ils les admirent, mais qu'il faut bien qu'ils nourrissent leur famille²⁰.

Aujourd'hui en Chine, les officiels chargés de mettre en œuvre les politiques de restriction des libertés continuent

¹⁵ Voir LIU X., *Cong jinshu kan guanquan de xuruo*, cit., p. 23.

¹⁶ ZHANG Y., *Wode shengming he taidu*, (Ma protestation et mon attitude), New Century net, www.ncn.org 19 janvier 2007.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Yuan Ying vs Wu Shulin, in http://www.zonaeuropa.com/20070211_1.htm.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Entretien avec Liu Xiaobo.

de le faire, mais ils doutent de plus en plus de la légitimité de leur action. Les victimes de la censure, quant à elles, jouissent de la sympathie de la société.

Aujourd'hui, on continue d'interdire des livres, d'emprisonner des journalistes, de fermer des sites Internet et de faire des déclarations sur la nécessité d'orienter l'opinion publique. Mais la légitimité de ces pratiques est de plus en plus douteuse aux yeux des citoyens. Cela ne signifie pas que la Chine se démocratise, mais la société est de plus en plus consciente de l'illégitimité des pratiques dictatoriales qui caractérisent le régime.

Jean-Philippe Béja est Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique / Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de Paris.

Global Watch, l'osservatorio sulle opportunità globali costituito da ISPI e Università Bocconi, monitora aree geopolitiche e geoeconomiche di particolare interesse per l'Italia.

Global Watch è strutturato in quattro Osservatori, dedicati a:

- ✓ Europa
- ✓ Politica europea di vicinato
- ✓ Cina/Focus China
- ✓ Sicurezza e studi strategici

Il lavoro degli Osservatori è affiancato da alcuni Programmi di ricerca:

- ✓ Turchia
- ✓ Paesi del Golfo
- ✓ Caucaso e Asia centrale
- ✓ Argentina
- ✓ Diritti umani

**Global Watch
ISPI
Palazzo Clerici
Via Clerici, 5
I - 20121 Milano
www.ispionline.it**

**Per informazioni:
ispi.policybrief@ispionline.it
ispi.policybrief1@ispionline.it**

© ISPI 2007